

Brochure n° 3103

Convention collective nationale

IDCC : 2121. – ÉDITION

(3^e édition. – Avril 2005)

AVENANT N° 3 DU 6 JUIN 2005

RELATIF À L'ARTICLE 2 « SALAIRES »

DES ANNEXES I ET II

NOR : *ASET0550873M*

IDCC : 2121

Entre :

Le syndicat national de l'édition, 115, boulevard Saint-Germain,
75008 Paris,

D'une part, et

La fédération de la culture et de la communication CFE-CGC, 63, rue
Rocher, 75008 Paris ;

Le syndicat national d'édition, de la librairie et de la distribution CFE-
CGC, 63, rue Rocher, 75008 Paris ;

La fédération des employés et cadres CGT-FO, 28, rue des Petits-Hôtels,
75010 Paris ;

Le syndicat national de presse, d'édition et de publicité FO, 138, rue
Damrémont, 75018 Paris ;

Le syndicat national des correcteurs et métiers connexes FO, 3, rue du
Château-d'Eau, 75010 Paris ;

La fédération culture et communication CFDT, 47-49, avenue Simon-
Bolivar, 75019 Paris ;

Le syndicat national livre-édition CFDT, 85, rue Charlot, 75003 Paris ;

La fédération française des syndicats de la communication écrite, gra-
phique et audiovisuelle CFTC, 8, boulevard Berthier, 75017 Paris ;

Le syndicat national du personnel de l'édition, de la librairie et des activi-
tés connexes CFTC, 8, boulevard Berthier, 75017 Paris,

D'autre part,

après concertation, les parties ont adopté les modifications suivantes à la convention collective nationale de l'édition du 14 janvier 2000 :

Articles 2 « Salaires » des annexes I et II

Les articles 2 « Salaires » des annexes I et II sont modifiés comme suit :

Article 2

La révision des barèmes de salaires minima peut avoir lieu à tout moment. Cette révision donne lieu à l'établissement d'un nouveau barème complet.

Les salaires sont mensualisés pour tous les emplois de la présente annexe et pour ceux qui sont créés par accord d'entreprise.

Le barème conventionnel ne concerne que les salaires minima et non les salaires réels.

(Voir barème)

Nota 1. – Le salaire brut réel comparé au barème est constitué par l'ensemble des éléments de rémunération, fixes ou variables, tels qu'ils sont reconnus par l'administration fiscale, au titre des traitements et salaires, à l'exception :

- des primes de langue et de sous-sol prévues à la convention collective ;
- des primes à caractère exceptionnel liées à des conditions particulières, exceptionnelles ou inhabituelles d'exercice des fonctions, et qui cessent d'être payées lorsque ces conditions prennent fin, sans que leur durée puisse excéder 3 mois ;
- des primes résultant des accords de participation et d'intéressement ;
- des majorations de salaires pour heures supplémentaires et pour le travail du dimanche et des jours fériés, ainsi que leur incidence sur les congés payés ;
- des remboursements de frais ;
- des primes de transport ;
- de l'indemnité de fin de contrat à durée déterminée.

Les salaires minima garantis correspondent à une activité à temps plein, soit 35 heures hebdomadaires, ou son équivalent mensuel ou annuel. Ces valeurs sont réduites *pro rata temporis* en cas de survenance en cours d'année ou en cours de mois d'une entrée en fonction, en cas d'activité à temps partiel, en cas de départ de l'entreprise ou de suspension du contrat de travail.

Nota 2. – Un salarié ne peut avoir gagné au cours de l'année moins que le cumul des salaires minima de la catégorie à laquelle il appartient, multiplié par 13 et divisé par 12. Dans le cas d'une année incomplète, la garantie sera constituée au prorata par le cumul des minima de la période multiplié par 13 et divisé par 12.

La garantie des appointements annuels bénéficie, au prorata de leur temps de présence dans l'entreprise, aux seuls agents justifiant d'au moins 3 mois d'activité dans cette entreprise.

Fait à Paris, le 6 juin 2005.

(Suivent les signatures.)